Extrait du Alger républicain
http://www.alger-republicain.com/Rouiba-La-lente-agonie-des-enfants.html

Rouiba : La lente agonie des enfants de Boumediène

- Actualité politique nationale - Grèves SNVI et entreprises de la Zone industrielle de Rouiba - GREVE SNVI ROUIBA - LU DANS LA PRESSE -

Date de mise en ligne : samedi 16 janvier 2010

Description :

La plupart sont là depuis les années 70. Malgré un salaire de base qui ne dépasse pas les 20 000 DA, la maladie, et le sentiment d'abandon qui les ronge. Fiers d'appartenir à un complexe autrefois prestigieux. Rattrapés par l'économie mondialisée, les ouvriers des entreprises publiques de Rouiba résistent encore. Pour combien de temps ?

.

par Adlène Meddi, Mélanie Matarese

Copyright © Alger républicain

in El Watan du 15.01.10

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ce matin-là, il pleut sur Rouïba. Deux cordons de gendarmes antiémeute harnachés de casques, boucliers et protège-tibias forment un mur face aux quelque 10 000 grévistes de la zone industrielle, dans la rue depuis une semaine. Malgré le temps et l'humeur morose, une blague circule. « Vous connaissez notre syndicat ? C'est l'UGCT. L'Union générale contre les travailleurs... » Mais ici, quand on débraye, on ne plaisante pas. Dès que Rouiba se met à grogner, même l'UGTA - qui y a une de ses plus importantes représentations - est obligée de se mettre en alerte. Car en quelques jours, le géant de l'industrie algérienne peut soulever jusqu'à des dizaines de milliers d'ouvriers capables de contaminer tout le pays. Ce matin-là, sous les pancartes réclamant la révision de la tripartite, ils étaient plus d'un à avoir « fait 88 ». « A l'époque, on nous avait annoncé la suppression de la prime de jouet donnée à la rentrée scolaire », se souvient un employé de la Société nationale des véhicules industriels. Pour la plupart des manifestants, la grève de septembre à l'origine du 5 octobre, c'est comme si c'était hier.

« A l'époque, le contexte n'était pas le même, témoigne un autre technicien en blouse bleue. On ne pouvait pas s'exprimer comme on le fait aujourd'hui ! Et puis il y avait une crise. Aujourd'hui, on sait que les caisses sont pleines. Mais nous, on ne voit rien. On mange de la viande congelée parce qu'elle est moins chère et on n'a pas de voiture. » Rachid, 56 ans, à la SNVI depuis 1974, acquiesce. « En 88, je me suis marié avec 70 000 DA ! Est-ce que je pourrai le faire aujourd'hui ? Sans doute pas. » Dans la zone industrielle, il paraît que la plupart des quadras sont encore célibataires. Le parti unique, le kilo de haricots blancs à 3 DA ou la cantine à 7 DA : malgré tout, « la vie était moins difficile ». Et surtout, « le syndicat » comme ils l'appellent, était à leurs côtés. « Tayeb Belkhadar, le secrétaire général de l'UGTA, est resté avec nous et nous a défendus jusqu'au dernier », s'emporte un gréviste entraînant un soudain brouhaha. « Oui ! Aujourd'hui, notre organisation ne nous écoute plus ! » « La vraie UGTA, c'est nous ! » « La centrale est complètement out ! » « Si ces dirigeants restent, ils vont tuer l'UGTA ! » Casque sur la tête, Mohamed Abdesselam Benmouloud, secrétaire général du syndicat à la SNVI, prend la parole : « Les ouvriers sont la base du syndicat, mais notre organisation n'écoute pas la base. Si aujourd'hui on est dans la rue, c'est parce que les droits ne s'arrachent pas derrière un fauteuil. » Approbation générale. « Le mépris, c'est ce qui nous a poussés à descendre dans la rue ! renchérit un employé de Tameg. En 88, les dirigeants s'étaient rapprochés de nous, on nous avait écoutés. Aujourd'hui, personne ne descend discuter avec nous. Les seuls qu'on nous envoie pour dialoguer, ce sont les flics et les gendarmes, c'est ce qui fait mal. » Il faut dire que le décalage est énorme. Dans les bureaux, le ministre du Travail, Tayeb Louh, s'interroge sur les « manipulations » dont les travailleurs feraient l'objet. Près des grilles de la SNVI, Rahmani, 51 ans, 30 ans de service, 9 heures debout et 12 000 pièces par jour, 8 enfants, ne comprend pas. Ses collègues de la fonderie non plus. « Quand l'Etat a besoin de nous, il sait où nous trouver ! Après la victoire des Verts, on nous a appelés à 2 h du matin pour venir préparer le bus qui allait servir à la tournée de l'équipe en ville. On y est allés. » L'anecdote fait mouche. « Ah ça ! Pour parler du foot et de la météo, la télé est là , mais pour nous, rien ! Pourquoi on nous abandonne comme ça ? Où est la promesse de Bouteflika d'aider les ouvriers pendant son 3e mandat ? »

Au bord de la route, un panneau indique « tannerie mégisserie Mitidja ». Dessus : un guépard déformé dans une pelouse de pâquerettes aux couleurs fanées. La crise de l'industrialisation, les découverts bancaires des entreprises publiques, les plans de redressement successifs (800 milliards de dinars ont été injectés dans les entreprises publiques, dont 600 milliards entre 1991 et 1996)... les ouvriers de Rouiba ne veulent pas en entendre parler. « Qu'on demande des comptes à nos gestionnaires, pas à nous ! Les investissements de l'Etat ? On ne les a pas vus. Dans les ateliers, il y a des infiltrations d'eau et les aspirateurs de poussière sont en panne. Alors oui, on donne des primes aux footballeurs et Toumi dépense des milliards pour son Festival panafricain, mais nous, en 88, on était déjà là , on a sauvé la SNVI de l'incendie. On demande juste à l'Etat de nous donner à faire ce qu'on sait faire au lieu de donner les marchés au privé. » Derrière, des cris fusent : « Toumi det mlayer, elli ylab mlayer, el amel yebka bayer ! » Le long de la route, des draps tendus aux grilles de l'ex-Sonacome réclament « l'abrogation de l'article 87 bis ». « Boutef, il a révisé la Constitution. Nous, on demande juste un article qui assimile le SNMG au salaire net avec les primes. » Parce qu'ici, « comme à Réghaïa », souligne Abdelkrim, un des travailleurs d'Anabib qui a réussi à se glisser jusqu'à Rouiba, l'augmentation du salaire minimum à 15 000 DA, personne n'en verra la couleur. « Et puis, on ne veut plus payer l'IRG, clame une salariée à la SNVI depuis vingt ans. On ne peut pas payer pour les autres.

Copyright © Alger républicain

C'est injuste qu'un salarié paye trois fois plus qu'un commerçant, entre 3000 et 12 000 DA ! On est de simples travailleurs ! » Un chauffeur routier de la SNVI, 52 ans, depuis 28 ans dans l'entreprise, s'immisce dans la conversation. « Moi, ça fait un an que le médecin m'a prescrit des lunettes, mais je n'ai pas pu les acheter, s'énerve-t-il. Mon salaire de base à 14 000 DA. » A peu près dans la moyenne des salaires de la zone industrielle. « A cette base, il faut ajouter les primes, variables qui, selon l'expérience et le poste, font grimper les salaires à 25 000 ou à un peu plus de 30 000 quand la production est bonne », précise un mécanicien de 42 ans, père de quatre enfants. « Dans dix jours, je serai obligé de demander de l'argent à ma famille parce que ma paye sera déjà partie en fumée. » Comme l'allocation enfant, de 300 DA, ou l'allocation pour la femme au foyer, de 1000 DA. « Nous à la tannerie, on est les plus mal lotis de la zone !, affirme un chef de service de la tannerie. J'ai vingt-et-un ans d'expérience et je gagne 20 000 DA ! » Accroché aux barreaux, Bouksani, 40 ans, 25 ans d'expérience à la SNVI, scande pour chauffer la foule : « Aychine goutte-à -goutte, achr yam tmout » (on vit au goutte-à -goutte et le salaire meurt au bout de dix jours). « Malgré qu'on ne mange que des épinards, mon fils a eu son bac avec 18 de moyenne ! », promet un gréviste. « Oui, on est ici pour défendre les droits des nouvelles générations », lui répond un autre. « La rue, c'est tout ce qui nous reste. Si Aminatou Haider a tenu un mois, moi je peux tenir une année ! »

Aujourd'hui, Mahieddinne, 52 ans, technicien en maintenance industrielle, 32 ans de service, est arrivé en retard. Sa fille, diabétique, a dû partir en urgence à l'hôpital. Puisqu'ils sont en grève, cela ne se verra pas. Mais les autres jours, l'heure de retard est retirée de son salaire. De ses 16 700 DA. Avec ça, pas de quoi imaginer s'acheter un kilo d'oranges toutes les semaines. Ni même payer ses médicaments. Et à Rouiba, où la majorité des ouvriers a contracté des maladies liées à leurs conditions de travail, c'est un vrai problème. Yacine, un jeune homme de 28 ans, timide, se tient un peu à l'écart. Lui n'est pas comme les anciens. C'est sa première grève. Ses collègues parlent pour lui. « Il est là depuis même pas trois ans et déjà on l'a mis sur un poste aménagé parce qu'il a attrapé une infection pulmonaire à la fonderie. » L'intéressé baisse la tête sous la pluie qui frappe sa capuche. Il explique qu'il gagne 17 000 DA par mois et qu'heureusement, son traitement est remboursé, même si cela prend plusieurs mois. « Mais c'est lui l'avenir !, s'indigne Mohamed Ali, de Tameg. La retraite anticipée, il pourrait ne pas la connaître. Mais comment fera-t-il pour tenir jusqu'à 60 ans ? Et après ? On sait qu'on ne vivra pas plus de trois ans, à cause des produits chimiques que nous utilisons. » Ahmed travaille aussi à la fonderie. Il souffre de silicose (maladie pulmonaire provoquée par l'inhalation de particules de poussières de silice) et on lui a accordé 15% d'invalidité. « Le médecin m'a prévenu que ça allait s'attaquer au coeur », confie-t-il. « Alors ? On va nous l'amener où la retraite ? Au cimetière ? » Dans l'attente de l'issue des négociations entre l'Union locale et Sidi Saïd, les grévistes se tiennent tranquilles. « Dans un an, je pars à la retraite. Et je cotise pour ça. Pourquoi on veut me l'enlever ? On a travaillé toute notre vie et aujourd'hui on ne peut pas nourrir nos enfants ? C'est un problème de dignité. » Comme en 1988. « Bien sûr ! Parce que notre système est un système colonial !, intervient un jeune employé de la zone, casquette vissée sur la tête. On travaille mais sans salaire décent ! La masse salariale n'est pas considérée ! » Un des anciens le regarde en souriant. « Le comble dans toute cette histoire ? Regardez les CRS qui nous font face. Les camions chasse-neige et pompe à eau qu'ils sont prêts à utiliser contre nous, ce sont les nôtres », ironise-t-il. « Mais eux, ils sont dans le même bateau que nous. Vous croyez qu'ils gagnent combien ? Hier, il y en a un qui est tombé dans les pommes, raconte un autre. Il paraît qu'il était mal nourri... » Ce matin-là , il pleuvait sur Rouiba.

.

Par Adlène Meddi & Mélanie Matarese

in El Watan du 15.01.10

Copyright © Alger républicain